



## Fin à l'interdiction de la mendicité Honnêteté et générosité au lieu de populisme !

Plus de 200 personnes ont manifesté cet après-midi contre l'interdiction de la mendicité lors d'une manifestation initiée par déi jonk gréng, JSL et déi jonk Lénk devant la commune de la Ville de Luxembourg à l'occasion de la séance du conseil communal. Outre les trois organisateurs, jonk Piraten, Amnesty International et l'OGBL se sont également solidarisés avec cette action de protestation.

A l'occasion de cette manifestation, déi jonk gréng, Jonk Sozialisten et déi jonk Lénk demandent que le **Collège échevinal DP-CSV retire l'interdiction générale de la mendicité, une mesure antisociale et contraire aux principes de l'Etat de droit.**

Fabricio Costa, Co-porte-parole de déi jonk gréng, commente :

**« L'interdiction de la mendicité est une politique symbolique au détriment des plus pauvres de notre société. Au lieu de s'attaquer aux problèmes à la racine, par exemple en lançant une offensive au niveau du Housing First, la bourgmestre de la ville, Lydie Polfer, dont le parti est à la tête de la commune depuis plus d'une demi-décennie, tente de faire oublier ses propres erreurs à l'aide du populisme. Nous nous opposons avec véhémence à cette politique antisociale, malhonnête et répressive du Collège échevinal DP-CSV et du gouvernement".**

Max Molitor et Izabela Golinska, président.e.s des Jonk Sozialisten, ajoutent :

**"L'interdiction générale de la mendicité à Luxembourg-Ville est également une attaque contre notre Etat de droit et donc contre notre démocratie. Cela, nous ne le permettrons pas. Il est inacceptable que des décideurs politiques ignorent des décisions de tribunaux et s'élèvent ainsi au-dessus de la justice. L'indépendance de la justice doit être protégée avec force"**

André Marques et Anastasia lampolskaia, co-portes-paroles de déi jonk Lénk, expliquent :

**"Il est inacceptable que tant M. Gloden que Mme Polfer s'entêtent à affirmer que l'interdiction ne toucherait que la mendicité organisée et non la simple mendicité. Ils mentent ouvertement non seulement au Parlement, mais aussi aux citoyen.ne.s. Nous ne pouvons pas non plus parler d'erreur, puisque ce sont deux politiciens et juristes expérimentés qui devraient mieux le savoir. Au lieu de reconnaître l'erreur, ils utilisent une rhétorique de droite et attaquent la liberté d'expression. De tels politicien.ne.s sont inaptes à leur fonction et ne sont pas tenables".**